

SOMBRES CORPORATIONS: JUSQU'AU BRUN?...

On a pu assister cet été à un troublant pas de tango entre le MEDEF et Marion Maréchal, le premier invitant la seconde à son université d'été, pour finalement se désister. Une pièce à deux acteurs: à notre droite, le MEDEF, représentant officiel des actionnaires et dirigeants des entreprises du CAC 40, et à notre extrême droite, la nièce de Marine Le Pen et petite-fille de Jean-Marie Le Pen, héritière du nauséabond mais fructueux fond de commerce familial, le *Rassemblement National*. Le scénario de la pièce? une table ronde pauvrement intitulée: «*La grande peur des mal pensants, pourquoi les populistes sont populaires*»...

Une interprétation sans fard de cette actualité pourrait se donner comme suit: le grand patronat se rapproche ouvertement de l'extrême droite, ses représentants assument la relation et la projette sur le devant de la scène.

Bien entendu les éditorialistes ont glosé et les soutiens du pouvoir se sont émus, menaçant la réunion d'un boycott. «*Indignés*» d'une telle audace patronale, les députés LREM ont invoqué le franchissement d'une introuvable ligne rouge. Petit rebondissement pour le final de la pièce, le président de l'organisation patronale, fait marche arrière et annule l'invitation. On pourrait se gausser de cet aller-retour estival et n'y voir qu'une de ces vaines agitations d'une scène politique plus proche du théâtre que de la conviction. On pourrait également y voir une «*petite manœuvre*» du grand patronat pour rappeler à son débiteur Emmanuel Macron que si le gouvernement n'est pas assez docile, d'autres options sont sur la table, et que la mise en scène macroniste d'une opposition Macron/Le Pen pourrait bien se retourner contre lui.

Mais une autre interprétation s'impose également, la réminiscence d'un autre rendez-vous - secret celui-ci - et dont les conséquences furent immenses. Dans son livre *L'Ordre du jour*, paru en 2017, Éric Vuillard en a popularisé la trame. C'est en Allemagne, le 20 février 1933, que Hermann Göring, haut dignitaire nazi et président du parlement allemand, convie dans ses très discrets salons les vingt-quatre poids lourds de l'industrie allemande. Göring est très direct, son message est simple: le patronat allemand doit financer l'accession des nazis au pouvoir, et c'est maintenant. Le Führer a besoin d'argent pour accéder au pouvoir, car après un formidable envol, la dynamique nazie connaît un creux et les caisses du parti sont vides. Il faut relancer la machine, financer le rebond du parti qui doit d'une part continuer de recruter, armer et encadrer les milices et de l'autre convaincre les électeurs que le führer détient - est - la solution à tous leurs maux. Il faut beaucoup d'argent! Lorsque la réunion est terminée, l'accord est conclu, l'argent sera versé.

C'est un moment de bascule... car s'il n'aura fallu que quelques années aux nazis - cinq! - pour passer du stade de la minorité ultra-violente à celui d'un parti de gouvernement aux commandes d'une des puissances européennes, la mayonnaise trop vite montée pourrait très facilement tourner. En surfant sur le krach de Wall Street et l'explosion du chômage qui en a découlé, le mouvement nazi est passé de moins de 3% des voix aux élections législatives de 1928 à plus de 18% en 1930, pour dépasser les 37% à l'été 1932. De nouvelles élections sont à venir, qu'Hitler tient absolument à gagner sans équivoque, mais la situation économique connaît une embellie qui pourrait priver les nazis d'une partie de leur support populaire, et les caisses du parti sont vides. Il faut de l'argent, beaucoup, vite et discrètement. C'est alors qu'est scellé le pacte entre la grande industrie allemande et le nazisme, on y retrouve des entreprises toujours florissantes, comme Agfa, Allianz, BASF, Bayer, Krupp, Opel, Siemens, Telefunken...

L'argent obtenu, mis au service du charisme d'un tribun hors normes hypnotisant la population en désarroi d'un pays à la dérive conduisent le parti nazi à remporter les élections du 5 mars 1933 avec 44% des suffrages. Le 20 mars, Hitler proclame l'avènement du *Troisième Reich*, le Reich de «*mille ans*». Le 23 mars, le Reichstag vote et ses députés élus accordent à Hitler les pouvoirs spéciaux pour quatre ans. On connaît la suite... 50 millions de morts, l'holocauste, Hiroshima et Nagasaki...

«L'État est nécessaire pour protéger les marchés, punir les tricheurs, éviter les ingérences extérieures, protéger les secteurs stratégiques, garantir des investissements de long terme qui n'attirent pas les capitaux privés, créer des infrastructures, soutenir les plus fragiles mais aussi et surtout pour assurer les fonctions régaliennes en particulier la sécurité, la défense et la justice qui ne peuvent fonctionner équitablement dans le cadre d'un marché concurrentiel» (1).

Pour conclure, il ne s'agit pas ici de dire la répétition; l'histoire ne se répète pas, on le sait. Mais on sait également que les mêmes forces à l'œuvre tendent à produire les mêmes effets. Les grandes corporations sont aux manettes en France comme ailleurs, et tirent les ficelles des marionnettes aux commandes des états. Celle que l'on nous a mis sur le devant de la scène n'est que temporaire et de nouveaux possibles se préparent, et alors que Marine, la fille du châtelain borgne n'a pas convaincu, c'est sur Marion, la jeune et fringante nièce, que misent les marionnettistes. Et il suffit de la lire pour comprendre pourquoi. D'une phrase, elle remplace l'état social de compromis issu de la Libération, par un état protecteur des marchés, investisseur à perte et *«aussi et surtout»* régalien, celui dont rêve le MEDEF. La messe est dite et déjà les officiants endossent leurs nouveaux habits.

En invitant très officiellement l'égérie d'extrême droite, le MEDEF à posé ses marques. Il nous rappelle que s'il a promu et financé un président autoritaire, Emmanuel Macron, il se prépare à faire de même pour une présidente d'extrême droite. Le message est des plus clairs: le président doit être toujours plus libéral et toujours plus autoritaire.

En cas de manquement, le plan «B» est prêt.

Nuage Fou.

(1) La tribune de Marion Maréchal: *«Ce que j'aurais dit au Medef si on m'avait laissé y allé»*, publiée sur le site www.atlantico.fr/